



## **GROUPEMENT DE COMMANDES « MAINTENANCE DES PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES »**

**Etablissement coordonnateur : Centre Hospitalier Agen-Nérac**  
**DIRECTION DES ACHATS**  
Route de Villeneuve  
47923 AGEN CEDEX 9

**PROCEDURE N° 2024-024**

**MAINTENANCE DES PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**C.C.T.P.**

## SOMMAIRE

1.	Objet du marché .....	3
2.	Définition des prestations .....	3
2.1	Prestations à réaliser .....	3
2.2	Economie du marché .....	5
2.3	Calendrier prévisionnel annuel.....	6
2.4	Période de prise en charge du parc d'équipements .....	6
2.5	Modification du nombre d'équipements à entretenir en cours de marché .....	6
2.6	Modalités d'intervention .....	6
2.7	Opérations de maintenance préventive et de vérifications périodiques .....	7
2.8	Opérations de maintenance corrective .....	8
2.9	Bons d'intervention .....	8
2.10	Carnets de suivi .....	9
2.11	Rencontre et rapport annuel.....	9
2.12	Mise en conformité .....	9
3.	Intervention, délai et pénalités .....	9
3.1	Délais d'intervention.....	9
3.2	Mise à l'arrêt d'une installation .....	10
4.	Documentation .....	10
5.	Obligation de l'établissement .....	10
6.	Obligation du titulaire .....	11
6.1	Hygiène et Sécurité pour les blocs et les zones de soins .....	11
6.2	Vérification de la bonne exécution des prestations .....	11

## 1. OBJET DU MARCHÉ

Les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire du Lot et Garonne souhaitent faire réaliser des prestations de maintenance préventive et curative sur les portes et portails automatiques des établissements parties du groupement de commandes « Maintenance des portes et portails automatiques ».

Les interventions de maintenance se déroulent dans les établissements suivants :

- Centre Hospitalier Agen-Nérac (CHAN)
- Centre Hospitalier Intercommunal Marmande Tonneins (CHICMT)
- Centre Hospitalier Départemental de la Candélie (CHDLC)
- Centre Hospitalier de Villeneuve sur Lot (IFPS + EHPAD de Gajac)
- Centre Hospitalier de Casteljaloux (CHC)
- Centre Hospitalier de Penne d'Agenais (CHPA)
- EHPAD du Mas d'Agenais
- GCS Services Inter Hospitaliers du Lot-et-Garonne (GCS SIH47) : UCPA et BIH

Le descriptif des installations de chaque établissement est détaillé dans chaque onglet de l'annexe financière.

## 2. DEFINITION DES PRESTATIONS

### 2.1 Prestations à réaliser

#### 2.1.1 *Offre de base : maintenance préventive et curative*

Le titulaire du marché s'engage à assurer l'entretien et le dépannage des portes automatiques, rideaux et barrières dont la liste et les caractéristiques sont données dans l'inventaire détaillé dans les onglets de l'annexe financière.

Il s'engage également à effectuer les prestations conformément aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur.

Le titulaire du marché effectue ses prestations les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Les frais de main d'œuvre et de déplacement, en intervention en heures et jours ouvrés, dans le cadre de la maintenance préventive **et** curative, sont compris dans le forfait annuel.

La maintenance des portes des blocs opératoire du CHAN et du CHICMT s'effectuera à des heures adaptées à l'activité médicale (après 18h, avant 7h). Ces équipements sont signalés dans les onglets de l'annexe financière. Durant ces horaires non ouvrés, ces interventions faisant partie de la maintenance préventive, les frais de main d'œuvre seront compris dans le forfait annuel et ne pourront être facturés par le titulaire.

**Le titulaire du marché assure deux visites d'entretien par an à raison d'une visite par semestre.**

Le titulaire effectue la réparation, ou le cas échéant, le remplacement des pièces si nécessaire.

L'ensemble des détails relatifs à l'économie du marché et aux interventions figurent aux articles 2.2 et 3 du présent CCTP.

**2.1.2 Prestation supplémentaire éventuelle n°1 : astreinte 24h/24, 7j/7 au Centre Hospitalier Intercommunal de Marmande-Tonneins**

La prestation supplémentaire éventuelle n°1 concerne le Centre Hospitalier de Marmande-Tonneins (CHICMT). Le titulaire assurera le dépannage 24h/24, 7j/7 pour les équipements signalés dans l'annexe financière par l'indication « Astreinte » et détaillés dans l'onglet concerné.

Le candidat précisera le coût de cette prestation dans ledit onglet de l'annexe financière correspondant.

En cas d'intervention en dehors des jours et horaires ouvrés, dans le cadre de l'astreinte, le titulaire facturera sur la base du forfait renseigné dans le bordereau des prix unitaires.

**2.1.3 Prestation supplémentaire éventuelle n°2 : astreinte 24h/24, 7j/7 au Centre Hospitalier Départemental de La Candélie**

La prestation supplémentaire éventuelle n°1 concerne le Centre Hospitalier Départemental de La Candélie (CHDLC).

Le titulaire assurera le dépannage 24h/24, 7j/7 pour les équipements signalés dans l'annexe financière par l'indication « Astreinte » et détaillés dans l'onglet concerné.

Le candidat précisera le coût de cette prestation dans ledit onglet de l'annexe financière correspondant.

En cas d'intervention en dehors des jours et horaires ouvrés, dans le cadre de l'astreinte, le titulaire facturera sur la base du forfait renseigné dans le bordereau des prix unitaires.

**2.1.4 Prestation supplémentaire éventuelle n°3 : astreinte 24h/24, 7j/7 au Centre Hospitalier Agen-Nérac**

La prestation supplémentaire éventuelle n°3 concerne le Centre Hospitalier Agen-Nérac (CHAN).

Le titulaire assurera le dépannage 24h/24, 7j/7 pour les équipements signalés dans l'annexe financière par l'indication « Astreinte » et détaillés dans l'onglet concerné.

Le candidat précisera le coût de cette prestation dans ledit onglet de l'annexe financière correspondant.

En cas d'intervention en dehors des jours et horaires ouvrés, dans le cadre de l'astreinte, le titulaire facturera sur la base du forfait renseigné dans le bordereau des prix unitaires.

**2.1.5 Prestation supplémentaire éventuelle n°4 : maintenance préventive EHPAD Mas d'Agenais**

La prestation supplémentaire éventuelle n°4 concerne la maintenance préventive de l'EHPAD du Mas d'Agenais.

De fait, si la prestation supplémentaire éventuelle n°4 n'est pas retenue, le titulaire ne devra pas la maintenance curative sur les équipements de l'établissement.

Le candidat précisera le coût de cette prestation dans ledit onglet de l'annexe financière correspondant.

En cas d'intervention en dehors des jours et horaires ouvrés, dans le cadre de l'astreinte, le titulaire facturera sur la base du forfait renseigné dans le bordereau des prix unitaires.

## 2.2 Economie du marché

Le prix forfaitaire de la prestation comprend la main d'oeuvre, les déplacements et certaines pièces détachées, pour la maintenance préventive.

S'agissant de la maintenance curative, les détails figurent ci-après.

Le titulaire assure l'évacuation des déchets éventuels résultant des prestations.

La facturation du forfait préventif sera semestrielle.

### 2.2.1 Consommables et pièces détachées incluses

Les petits consommables nécessaires aux interventions préventives et curatives, toutes les pièces détachées dont le coût unitaire ne dépasse pas 200 € HT sont inclus dans le prix de la prestation, c'est-à-dire le forfait annuel.

Le délai de garantie des pièces installées est d'une année au minimum.

Dans le cadre des interventions, préventives ou correctives, sont compris dans le prix du marché les petits consommables nécessaires au bon fonctionnement, au maintien de la qualité et de la propreté de l'ensemble des installations concernées.

Notamment (liste non exhaustive) :

- Les huiles et graisses,
- Les chiffons et produits de nettoyage et d'entretien,
- Les peintures d'anticorrosion et de finition,
- Les batteries,
- Les courroies, roulements, joints,
- La petite quincaillerie, visserie, boulonnerie, rondelles, goupilles,
- Les ampoules, fusibles, contacteurs, bornes de raccordement, connecteurs, cosse électriques,
- Les presses étoupes, accessoires de câblage, câbles électriques, y compris les dispositifs de déclenchement manuels,
- Les produits de nettoyage des pièces,
- Signalisation propre à la porte (bande de visualisation de vantaux vitrés),
- Tout autre petit accessoire mécanique ou électrique.

Les fiches techniques et de sécurité des différents produits utilisés doivent être fournies à l'établissement sur simple demande.

### 2.2.2 Pièces détachées supérieure à 200€

Si le titulaire constate la nécessité de procéder au remplacement, à la remise en état ou à la réparation de pièces ou matériels dont le prix unitaire est supérieur à 200 € HT, il en informe aussitôt le représentant de l'établissement concerné.

Il établit alors gratuitement un devis indiquant la nature et le prix des fournitures correspondantes.

Leur remplacement sera proposé par le candidat, sur la base d'un devis, qui sera soumis au représentant de l'établissement. Son accord préalable est nécessaire avant tout commencement de travaux.

Un pourcentage de remise fixé dans les annexes financières sera appliqué sur les devis de pièces détachées concernées.

Chaque établissement se réserve la possibilité de demander un devis à d'autres entreprises. Le titulaire devra alors procéder au dépannage :

- soit sur la base de son devis accepté, avec bon de commande associé.
  - soit en installant les pièces acquises auprès d'un autre fournisseur si son devis a été jugé trop onéreux.
- Dans cette hypothèse, seuls les frais de main d'œuvre et de déplacements seront facturés par le titulaire.

Le délai de garantie des pièces installées est d'une année au minimum.

### **2.2.3 Stock de pièces détachées**

Le candidat proposera un stock de pièces détachées les plus courantes permettant d'assurer un remplacement rapide selon les délais annoncés dans le présent marché. Les équipements concernés par ce stock de pièces détachées sont ceux identifiés comme équipement dit « sensible » dans les onglets de l'annexe financière (Équipement critique 1).

Ce stock devra être mis à disposition sur les établissements suivants :

- CH Agen-Nérac (CHAN)
- CHIC Marmande-Tonneins (CHICMT)
- CHD La Candélie (CHDLC)

Il est à noter que ce stock de pièces détachées n'est pas à la charge du titulaire. Ce dernier devra donc établir un devis qui sera acté dans le cadre de la mise au point du marché.

Ce stock devra être tenu à jour par le titulaire du marché de sorte à le maintenir opérationnel durant toute la durée du marché. Il devra donc faire l'objet d'une évolution selon les équipements dis « sensibles » éventuellement ajoutés dans le périmètre du marché en cours d'exécution (Équipement critique 1).

### **2.3 Calendrier prévisionnel annuel**

Dès l'information d'attribution du marché, l'attributaire transmettra aux différents établissements le calendrier annuel prévisionnel des interventions de maintenance préventive, au plus tard avant le mois de mars de chaque année. Au besoin, le planning pourra être acté lors de la mise au point du marché.

### **2.4 Période de prise en charge du parc d'équipements**

Durant le premier mois d'exécution du marché, le titulaire devra visiter l'ensemble des sites et rencontrer l'ensemble des techniciens référents de chaque établissement.

A l'issue, le titulaire transmettra le planning annuel, si cela n'a pas été fait lors de la mise au point du marché. Cette visite doit donc être distincte de la première visite d'entretien.

### **2.5 Modification du nombre d'équipements à entretenir en cours de marché**

En cours de marché, le nombre d'équipements à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants :

- ◆ suppression d'un appareil,
- ◆ installation d'un nouvel appareil.

A chaque modification du nombre de portes et/ou portails à entretenir, un avenant sera établi sur la base des prix appliqués dans le cadre du marché.

### **2.6 Modalités d'intervention**

Le titulaire devra intervenir avec son outillage et l'ensemble des équipements nécessaires à la bonne exécution de la prestation selon les règles de l'art. Il n'est prévu aucun prêt de matériel par les services techniques des établissements concernés.

Le titulaire emploie des techniciens ayant les connaissances et compétences techniques de maintenance, en particulier pour les opérations particulières nécessitant des compétences spécifiques. Tous les réglages, qu'ils soient mécaniques ou électriques, ne doivent être effectués qu'avec des outils et par des personnes habilitées à y procéder conformément à une méthode de travail sûre et aux instructions du fabricant.

Les techniciens intervenant sur les installations doivent être habilités et formés en application des dispositions des Décrets n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et n°2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, en vigueur.

## 2.7 Opérations de maintenance préventive et de vérifications périodiques

La maintenance préventive est effectuée selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu.

Elle est assurée selon un programme semestriel de vérification, d'entretien et de réglages, adaptés à chaque équipement, notamment selon le type de porte, les dispositifs de sécurité et de protection qui l'équipent et ses conditions d'utilisation.

### L'entretien porte sur les éléments suivants (liste non exhaustive) :

#### Prestations générales :

- Vérification, pour les portes installées depuis 2001, de l'existence de l'étiquetage conforme à la directive européenne ou à défaut, prévoir son remplacement
- Respect du manuel d'instructions relatif aux dispositifs de sécurité, au sens de la directive EN 12 978
- Contrôle visuel de tout endommagement
- Etat des étanchéités (haute et basse) et des joints
- Fonctionnement des dispositifs de sécurité, comme précisé supra, et notamment frein, couteau
- Le cas échéant, chaîne de levage, sectionneur d'alimentation, sécurité moteur, commandes de secours, contacteurs, manivelles et treuil à chaînes, équipements de protection électro-sensible (au sens de la directive EN 12 978)
- Etat des transmissions (primaire et secondaire), contact de fin de course
- Etat des moteurs de transmission, protection contre les surcharges,
- Etat des éléments de commande d'affichage,
- Graissage des roulements et des axes des roulettes
- Vérification de la tension des ressorts, du manchon d'accouplement, des ressorts de roulettes,
- Vérification des dispositifs de fixation (pattes de tenue, douilles, rails, équerres...) et plus généralement le fonctionnement des pièces d'usure et des installations mécaniques de protection, des galets support, du guide chaîne etc....
- Contrôle câblage et connexions moteurs
- Vérification des tensions d'alimentation
- Vérification d'intensité absorbée par le moteur
- Vérification du sens de rotation des moteurs, des connexions électriques etc....

#### Motorisation :

- Contrôle de la fixation et du fonctionnement de la motorisation
- Vérification de l'état et du fonctionnement de la manœuvre manuelle
- Réglage du limiteur de course
- Vérification du niveau d'huile du réducteur ou de la centrale
- Vérification et réglage de l'embrayage et de l'électro-frein
- Pour les portes piétonnes à motorisation électrique : réglage des vitesses d'ouverture, de fermeture, de ralentissement et de rotation, contrôle des balais de collecteur
- Pour les motorisations hydrauliques et pneumatiques (le cas échéant) : vérification et réglage du vérin ou de la centrale, réglage de la vitesse, de la pression et de l'amortissement, contrôle de l'étanchéité des circuits

#### Transmission/Guidage :

- Vérification des fixations, état et nettoyage des rails
- Graissage des chaînes, pignons, câbles, crémaillère
- Réglage de la tension des chaînes, courroies, câbles
- Vérification de l'accouplement des bras d'entraînement, des butées et des pivots
- Vérification et serrage des galets, contre galets et des guides au sol
- Huilage des paliers

#### Organes d'équilibrage :

- Contrôle de la fixation, de la tension et nettoyage
- Vérification de toutes les pièces du système d'équilibrage
- Vérification dynamique de l'équilibrage
- Contrôle des câbles, de leur fixation aux plaques de base et de leur positionnement sur les tambours

#### Vantaux / Section / Lames :

- Contrôle de l'état et de la fixation des charnières et des roulettes
- Graissage des charnières et des axes de roulettes
- Graissage des articulations
- Serrage de toute la visserie
- Contrôle de l'état de la fixation et de l'étanchéité des vantaux sections lames
- Vérification des systèmes de verrouillage et des serrures (y compris sur bloc moteur)

#### Armoire / Logique de Commande :

- Contrôle général de la logique et des conducteurs électriques
- Vérification du serrage filaire et des connecteurs
- Vérification et réglage des fins de course et des temporisations

#### Organes de Commande :

- Vérification de la fixation et du fonctionnement de ces dispositifs et notamment : alignement des cellules, sensibilité boucle de détection, zone de détection des radars, serrure, contact à clef
- Vérification de l'état et du fonctionnement des boîtes à boutons
- Vérification de l'état et du fonctionnement du boîtier de sélection

#### Organes de Sécurité :

- Vérification de l'état de la fixation et du bon fonctionnement des cellules et/ou caméras de détection, radars, retour sur obstacle, barre palpeuse ou de tout autre dispositif
- Vérification de l'état et du bon fonctionnement des signaux lumineux
- Vérification de l'état et du fonctionnement des arrêts d'urgence (si présents)
- Vérification du bon fonctionnement de la manœuvre de secours
- vérification du marquage au sol
- Pour les portes piétonnes : examen et essai de la fonction anti-panique, contrôle des détecteurs de proximité, contrôle des balais du collecteur etc...

#### Fonctionnement :

- Contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements afin de se rendre compte de la qualité du mouvement, des points durs éventuels, des frottements etc...

### **2.8 Opérations de maintenance corrective**

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les délais énoncés à l'article 3.1 du présent CCTP.

Les opérations de réparation comprennent l'ensemble des prestations en vue de remettre définitivement un équipement en état de fonctionnement.

Ces prestations comprennent le remplacement des fournitures, consommables et de toutes les pièces détachées défectueuses dont le montant unitaire est inférieur à 200 € HT.

Lors de l'établissement d'un devis en vue d'une réparation, le titulaire devra impérativement faire apparaître le détail des prix appliqués conformément aux prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires.

Toute intervention nécessitant le remplacement de pièces d'un montant unitaire supérieur à 200 € HT fera l'objet d'un devis préalable. L'intervention sera soumise à l'acceptation du devis et à l'émission d'un bon de commande, tel qu'indiqué dans le présent CCTP.

### **2.9 Bons d'intervention**

Le titulaire devra faire signer au responsable de chaque site à chaque passage un bon mentionnant le motif et la date de l'intervention.



Il devra également mettre à disposition une plateforme GMAO où seront recensées l'ensemble des demandes d'intervention avec leurs états d'avancement, les différents échanges avec les établissements, etc.

### 2.10 Carnets de suivi

Le candidat devra mettre en place, si nécessaire, un carnet de suivi pour chaque porte, portail, rideaux, entretenus dans le cadre du marché. Celui-ci sera tenu constamment à jour en fonction des interventions réalisées. Ce carnet de suivi pour prendre la forme de l'envoi d'un email à l'issue de l'intervention, dans le cadre de la maintenance préventive, comme curative.

En plus des carnets d'entretien, le registre de sécurité de chaque site devra être complété correctement (date de la visite, objet de la visite, cachet de l'entreprise, nom de l'intervenant, etc.).

### 2.11 Rencontre et rapport annuel

Une rencontre annuelle est prévue entre le titulaire du marché et l'ensemble des établissements du GHT 47 afin de faire un point sur l'exécution de l'année passée. Ce rapport devra être transmis au plus tard avant le mois de février de l'année suivante.

A l'issue, le titulaire communiquera un rapport annuel réalisé par établissement et par site, sur lequel devront apparaître pour chaque matériel les informations suivantes :

- le nombre et la nature des pannes.
- dates et heures d'intervention pour pannes.
- dates et heures de remise en service suite à panne et nom du technicien.
- le temps total d'indisponibilité.
- l'historique, la nature des interventions de maintenance et des pièces remplacées (l'absence de cet historique signifiera que le titulaire n'a réalisé aucune prestation prévue au contrat)
- Le calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive de l'année suivante

### 2.12 Mise en conformité

Toute nouvelle disposition réglementaire relative aux portes et portails automatiques sur les lieux de travail et dans les établissements recevant du public (ERP) nécessitant des travaux de mise en conformité, devra être signalée et proposée.

## 3. INTERVENTION, DELAI ET PENALITES

### 3.1 Délais d'intervention

#### 3.1.1 Dépannage dans le cadre de l'offre de base

Les demandes d'intervention seront prises en compte du **lundi au vendredi inclus de 8h à 18h**.

Le délai d'intervention est de 6h pour toute demande transmise avant 12h (appel téléphonique confirmé éventuellement par mail).

Après 12h, l'intervention devra être programmée au plus tard à la première heure du jour suivant, c'est-à-dire 8h, pendant les heures ouvrables.

Le délai de remise en service de l'équipement (éventuellement en marche dégradée) sera de 24h à compter de l'arrivée du technicien sur site.

Le délai de réparation sera prolongé du délai d'approvisionnement pour les pièces ayant fait l'objet d'un accord préalable de devis.

Concernant précisément le **GCS SIH 47 (UCPA)**, le délai d'intervention est de 6h pour les demandes d'intervention sur les équipements signalés comme critique sur l'annexe financière.

### 3.1.2 Astreinte : prestations supplémentaires éventuelles 1, 2 et 3

Les demandes d'intervention seront prises en compte **7J/7, 24h/24**. Le candidat mettra à disposition de l'établissement un numéro d'appel.

Le délai d'intervention pour dépannage est de 2h à compter de l'appel qui sera éventuellement doublé par un email de confirmation.

Le délai de remise en service de l'équipement (éventuellement en mode dégradée) sera de 24h à compter de l'arrivée du technicien sur site.

Le délai de réparation sera prolongé du délai d'approvisionnement pour les pièces ayant fait l'objet d'un accord préalable de devis.

### 3.2 Mise à l'arrêt d'une installation

Si le titulaire ne peut remettre l'installation en service suite à une intervention pour dépannage, celui-ci en informe immédiatement la personne responsable du site en indiquant les raisons et les causes du dépassement de délais par tous moyens nécessaires tels que courrier électronique et permettant d'avoir une traçabilité de l'information en indiquant le motif de l'arrêt, la durée prévisionnelle de l'arrêt, la date et heure de remise en service prévue. Ces informations devront également figurer dans le carnet de suivi et la GMAO.

## 4. DOCUMENTATION

Le titulaire s'engage à restituer en fin de contrat toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour et notices d'utilisation (s'ils étaient présents lors de la prise en charge du contrat ou s'ils ont été fournis en cours de contrat). Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent contrat, le titulaire doit mettre à jour les plans, schémas des installations et les laisser à demeure sur l'installation.

## 5. OBLIGATION DE L'ETABLISSEMENT

A la signature du marché, chaque établissement remet au titulaire les notices et instructions en sa possession nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des installations.

Chaque établissement garantit au titulaire l'accès à ses installations de façon à lui permettre d'assurer les prestations à tout moment.

Le contrat n'exonère pas chaque établissement de ses obligations légales, réglementaires et plus généralement de sécurité lui incombant à ce titre.

Si un fait anormal quelconque (dysfonctionnement, bruit, etc.) concernant une installation sous contrat vient à se produire, celle-ci devra immédiatement être mise à l'arrêt par l'établissement concerné qui devra prendre toute mesure utile pour en interdire l'usage. Le titulaire en sera immédiatement informé.

## 6. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire ne doit pas laisser s'installer une situation dangereuse pouvant porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux biens des personnes.

A cet effet, il doit informer chaque établissement de toute situation dangereuse existante ou pouvant survenir en cours de marché, de proposer des solutions adéquates et commentées visant à éliminer les situations à risques et de proposer des devis appropriés.

Le titulaire doit assurer la veille légale et réglementaire et informer chaque établissement des nouvelles dispositions en vigueur, de proposer des solutions d'amélioration et fournir un devis argumenté.

### 6.1 Hygiène et Sécurité pour les blocs et les zones de soins

L'entreprise titulaire du présent marché est tenue de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité de ses employés intervenants sur les installations des établissements.

L'entreprise doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tout accident pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un équipement en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le titulaire du présent marché.

Lorsque des dispositions particulières sont prévues par certains établissements, le titulaire du présent marché réalise un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) pour la partie qui le concerne et pour l'établissement concerné.

Le titulaire est informé qu'il intervient dans des établissements recevant du public. Pour certains secteurs particuliers à risques de contamination, le titulaire est informé qu'il peut être amené à porter des équipements spécifiques tels que sur-chaussures, combinaison, bonnet.

Des mesures de prévention pourraient être à envisager et à valider préalablement avec le Cadre Hygiéniste de l'Etablissement et/ou le Coordonnateur de Sécurité/Santé.

### 6.2 Vérification de la bonne exécution des prestations

Chaque établissement procédera à la vérification de la bonne exécution des prestations. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.